Nous avons réfuté ces erreurs. C'était le point le plus important, et nous lui avons donné toute l'attention qu'il méritait.

Mais, en même temps, une autre question était soulevée. Les marguilliers du banc d'œuvre avaient ensemble envoyé leur démission. Cette démission avait été acceptée à une assemblée du 17 mai, et, le dimanche suivant, à une autre assemblée, conformément aux instructions de l'archevêque, on leur avait nommé des successeurs.

Cette élection fut aussitôt contestée comme illégale par les marguilliers démissionnaires pour deux raisons : 1^o parce que dans l'avis donné au prône le 17 mai; on aurait omis de mentionner les *nouveaux* marguilliers, et de spécifier le but de l'assemblée ; 2^o parce que les marguilliers démissionnaires n'avaient pas été admis à prendre part à l'assemblée du 24, quoique cela, disaient-ils, fût leur droit, à titre d'*anciens marguilliers*.

Trois avocats certainement éminents de Montréal, consultés à ce sujet, se déclarèrent en faveur des prétentions des marguilliers démissionnaires.

Ce n'était qu'une opinion, et la fabrique de Notre-Dame crut avoir de fortes raisons pour ne pas l'admettre.

Les démissionnaires portèrent l'affaire devant les tribunaux. Dès lors, nous avons pensé que les convenances nous faisaient un devoir de ne rien dire et d'attendre.

Le procès vient d'avoir lieu, et nous en avons suivi les débats avec intérêt. Nous le répétons : les droits de l'Eglise ne sont pas ici en cause, et quelque opinion que l'on puisse émettre sur la nature de la fabrique, sur les droits de l'évêque et du curé, sur le caractère même de la charge de marguillier, ce n'est pas sur ces points que portera la sentence du tribunal.

On vient tout simplement demander 1^o, s'il faut, sous peine de nullité, mentionner, dans l'annonce faite au prône, l'objet d'une assemblée de fabriciens, convoqués pour accepter ou refuser une démission de marguillier ; et, 2^o, si un marguillier du banc d'œuvre qui donne sa démission, devient, par le fait, *ancien marguillier*.

Il ne faut pas ici jouer sur les mots. Il est évident que celui qui a été marguillier, ne serait-ce qu'un jour, et qui cesse de l'être, pourra toujours mettre à la suite de son nom : *ancien marguillier*, tout comme le député qui a renoncé à son mandat pourra se dire *ancien député*. Mais l'objet de la discussion est celui-ci : le